

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	63	13

N° de séance : 37

Objet de la délibération : Contrat
d'objectifs CASA Région - Prévention, tri
des déchets et Economie Circulaire

N° d'enregistrement : CC.2022.058

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture
30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 mars 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles
L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités
Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré -
Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars,
sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-
Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel
DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI,
Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert
HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul
ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle
MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique
GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS,
Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER,
Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie
ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY,
Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA,
Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth
DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline
ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON,
Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-
Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL,
Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Carole
BONAUT à Nathalie DEPETRIS, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE,
Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO,
Marion MUSSO à Catherine LANZA, Alain BERNARD à Alexia MISSANA, Xavier
WIIK à Delphine CAROSI

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres
en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du
Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été
désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MELE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte ;

Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la Lutte contre le Gaspillage et à l'Economie Circulaire ;

Vu la délibération n°17-1107 du 15 décembre 2017 du Conseil régional approuvant le Plan climat « Une COP d'avance » de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°19-336 du 26 juin 2019 approuvant le Plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

Vu la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional approuvant le projet de Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires après consultation et enquête publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 portant approbation du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur intégrant le volet prévention et gestion des déchets et économie circulaire ;

Vu le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu la délibération n° 20-451 du 9 octobre 2020 du Conseil régional approuvant la stratégie régionale et de nouveaux dispositifs d'accompagnement en vue d'une autonomie des bassins de vie en matière de gestion des déchets ;

La transformation d'un modèle économique linéaire (produire – consommer – jeter) à un modèle économique circulaire est au cœur des orientations de la planification régionale de prévention et de gestion des déchets adoptée dans le cadre du SRADDET le 15 octobre 2019.

La loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire renforce encore le rôle des Régions dans ce domaine, en leur conférant une compétence nouvelle : la Région assure désormais la coordination et l'animation des actions conduites par les différents acteurs en matière d'économie circulaire.

Si les quantités totales de déchets produits en région et le taux de valorisation global sont conformes aux indices nationaux, la planification régionale des déchets en région se distinguent de la situation nationale par :

- Les Déchets d'Activités Economiques (dont ceux des Administrations) collectés par les services publics ;
- De faibles taux de valorisation matière des Déchets Ménagers et Assimilés (collectés par les services publics) et les Déchets des Activités Economiques (hors construction et non collectés par les services publics).

La planification régionale, adoptée en 2019, fixe des objectifs quantitatifs pour rattraper ces retards et atteindre les ambitions nationales et européennes en matière de prévention, de réemploi et de valorisation. Elle identifie la nécessité de mieux différencier la gestion des déchets des activités économiques de celle des déchets des ménages et souligne les nombreux besoins d'équipements de valorisation matière, particulièrement pour les déchets organiques.

Dans cette perspective, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur propose la mise en œuvre d'une stratégie régionale et de nouveaux dispositifs d'accompagnement en vue d'une autonomie des bassins de vie en matière de gestion des déchets.

Dans ce cadre, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a adopté un nouveau cadre d'intervention, ambitieux, pour soutenir les mesures de prévention, de tri et de gestion des déchets portées par les Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en la matière (service public de prévention et de gestion des déchets).

Ainsi, la C.A.S.A., compétente en matière de collecte des déchets, souhaite approuver le Contrat d'objectifs « Prévention, Tri des déchets et Economie Circulaire » l'engageant dans une démarche globale de prévention et de gestion des déchets, objet du Contrat, dont le projet est joint en annexe, sollicitant un soutien financier régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le Contrat d'objectifs entre la C.A.S.A et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les actes afférents à la mise en œuvre dudit contrat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

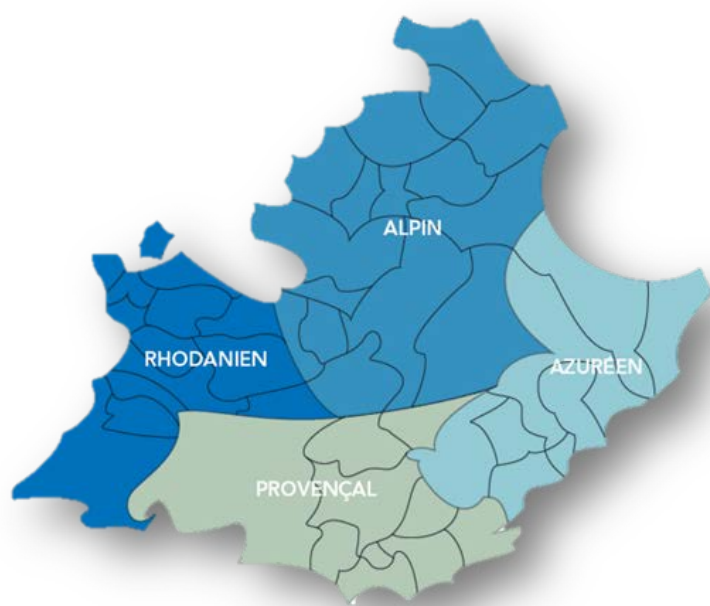
- d'approuver le Contrat d'objectifs entre la C.A.S.A et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les actes afférents à la mise en œuvre dudit contrat.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONTRAT D'OBJECTIFS CASA – REGION

SUIVI DES OBJECTIFS



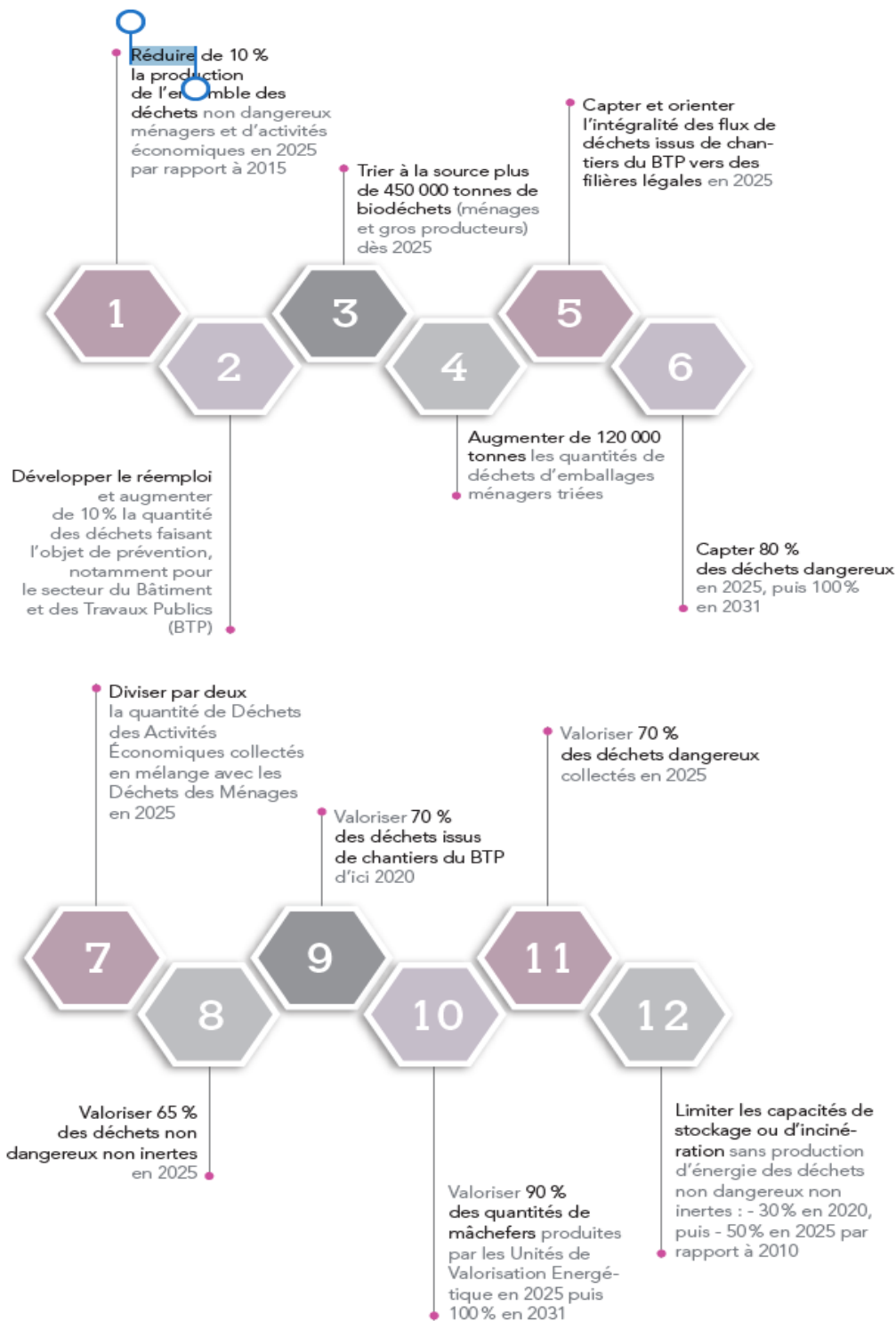
Table des matières

OBJECTIFS DE LA PLANIFICATION RÉGIONALE.....	3
PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS DE LA CASA EN 2020	6
Présentation de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :	6
Chiffres clés :	7
Moyens humains et matériels :	9
ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DE LA COLLECTIVITE.....	10
Axe 1 : Élaborer une stratégie globale de prévention et de gestion des déchets en cohérence avec la planification régionale et visant progressivement l'atteinte des objectifs prioritaires suivants :	10
Adopter un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés conforme au décret n°2015-662 du 10 juin 2015 d'ici fin 2021 :	11
Disposer d'une connaissance parfaite des coûts en 2022 via l'application « comptacoût [®] » (accompagnement proposé par l'ADEME) ;	18
Définir une stratégie de collecte et de traitement pour une prise en charge différenciée des déchets des activités économiques assimilés aux déchets des ménages ;	20
Définir une stratégie pour le déploiement de la tarification incitative pour faire évoluer les comportements des usagers (ménages, entreprises, ...) et mettre en œuvre des territoires d'expérimentation ;	21
Généraliser le tri à la source les biodéchets alimentaires (ménages et gros producteurs) dès 2024	21
Augmenter les quantités de déchets d'emballages ménagers triés et atteindre les performances nationales 2015 de collectes séparées des emballages par typologie d'habitat.	22
Axe 2 : Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme et leur programmation budgétaire répondant à l'axe 1.	24
Axe 3 : Adhérer au minimum à un des différents réseaux régionaux de prévention régionaux : Compost Plus, ReMed Zéro déchets plastiques en Méditerranée, Réseau des Ressourceries, Réseau de lutte contre le Gaspillage alimentaire....	25
Axe 4 : Adhérer à la Charte Zéro déchet plastique régionale.	25
CONCLUSION.....	24

OBJECTIFS DE LA PLANIFICATION RÉGIONALE



QUELS SONT LES **OBJECTIFS À ATTEINDRE ?**



Objectifs quantitatifs de la loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire et indicateurs régionaux (2010-2018) : la marche est haute !

Objectif loi « AGEC »	Indicateurs et unités	2010	2015	2016	2017	2018	Valeur à viser
Réduction de 15% des déchets ménagers et assimilés produits par habitant d'ici 2030 par rapport à 2010 (Article 3)	% de réduction des déchets ménagers et assimilés produits par habitant par rapport à 2010 kg/hab. de DMA non dangereux	0% 658 kg/hab.	-2,9% 638,9 kg/hab.	-4,3% 630,0 kg/hab.	-3,2% 636,7 kg/hab.	-0,5% 654 kg/hab.	-15% en 2030 559 kg/hab.
Assurer la valorisation énergétique d'au moins 70% des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025 (Article 110)	% de DND produits en région et valorisés énergétiquement (UVE/CSR) Quantité annuelle (t)	-	44% 1 310 006 t	46% 1 367 383 t	46% 1 376 732 t	48% 1 419 477 t	70% en 2025
Réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés admis en installation de stockage à 10% des quantités produites en masse en 2035 (Article 10)	% de DMA non dangereux non inertes produits en région et stockés Quantités annuelles (t)	-	32% 1 027 171 t	30% 944 595 t	29% 920 222 t	27% 877 753 t	10% en 2035

Priorités pour les collectivités :

- Mise en œuvre des Programmes Locaux de Prévention des Déchets (obligation réglementaire en 2020)
- Mise en œuvre d'une traçabilité des Déchets des Activités Économiques collectés par les Services Publics et facturation (redevance spéciale)
- Mise en œuvre du tri à la source des biodéchets des ménages et de certains gros producteurs
- Amélioration du taux de valorisation des déchets collectés par le service public
- Favoriser la construction d'unités de traitement pour les déchets des ménages et des activités économiques

Priorités pour les administrations et les entreprises :

- Mise en œuvre du tri : papier/cartons, métaux, plastiques, du verre, bois (depuis 2015), plâtre, fractions minérales, textiles (loi AGEC), biodéchets (depuis 2012)

Collecte des OMr en 2019

STRUCTURES	RATIO DE COLLECTE OMR 2019 Kg/Hab/an
Ca Cannes Pays de Lérins	464,86
Ca Sophia Antipolis	472,4
Ca Riviéra Française	468,44
CAVEM	457,26
DPVa	376
Ca Pays de Grasse	368,4
Cc Pays de Paillons	371
Cc Fayence	374
MNCA	329,5
Cc Alpes d'Azur	314,2

Collecte des OMR en 2018

Moyenne du bassin azuréen : 408 kg/hab/an

Moyenne régionale : 385 kg/hab/an

Moyenne nationale : 254 kg/hab/an

Objectifs :

2020 : 442 425 tonnes soit environ 332 kg/hab/an

2025 : 325 971 tonnes soit environ 245 kg/hab/an

Présentation de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis regroupe 24 communes et représente une population de 179 296 habitants. C'est un territoire qui s'étend du haut pays à la mer et à la typologie rurale et très touristique.

Elle assure la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés et a délégué au Syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés (UNIVALOM) la compétence « traitement ». Depuis septembre 2018, les actions relatives aux déchèteries et à la prévention ont également été transférées au syndicat. Il y a 7 déchèteries sur le territoire de la Communauté d'Agglomération : Antibes, Valbonne, Capières, Roquefort-Les-Pins, La Colle-sur-Loup, Vallauris et Bézaudun-Les-Alpes.

La collecte d'Ordures Ménagères Résiduelles en porte à porte ou points de regroupement est effectuée en grande partie en régie (16 communes) et pour une autre partie du territoire avec un prestataire privé (8 communes).

La collecte en points d'apport volontaire pour les flux ordures ménagères, bi flux, carton, verre et textiles est entièrement assurée par des prestataires privés sur l'ensemble du territoire.

La CASA fait partie du pôle métropolitain Cap Azur, créé en septembre 2018 qui regroupe la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ainsi que la Communauté de Communes des Alpes d'Azur. Plusieurs actions communes sur la thématique des déchets ont été engagées comme l'harmonisation des conditions d'accès dans les déchèteries, des campagnes de sensibilisation sur le tri des emballages et du verre, le compostage individuel et collectif des déchets végétaux et des bio déchets et le projet « territoire Zéro Déchet ».

La CASA pratique uniquement la TEOM dont le taux est resté constant à 9,5% jusqu'en 2019. Une baisse a été votée en décembre 2020 à 8,8 % applicable au 01/01/2021.

Chiffres clés :

En 2020, la CASA a collecté 173 462 tonnes de DMA, soit 962 kg/hab/an. Cela représente une diminution de 5.9% par rapport à 2019.

Ratios de production:

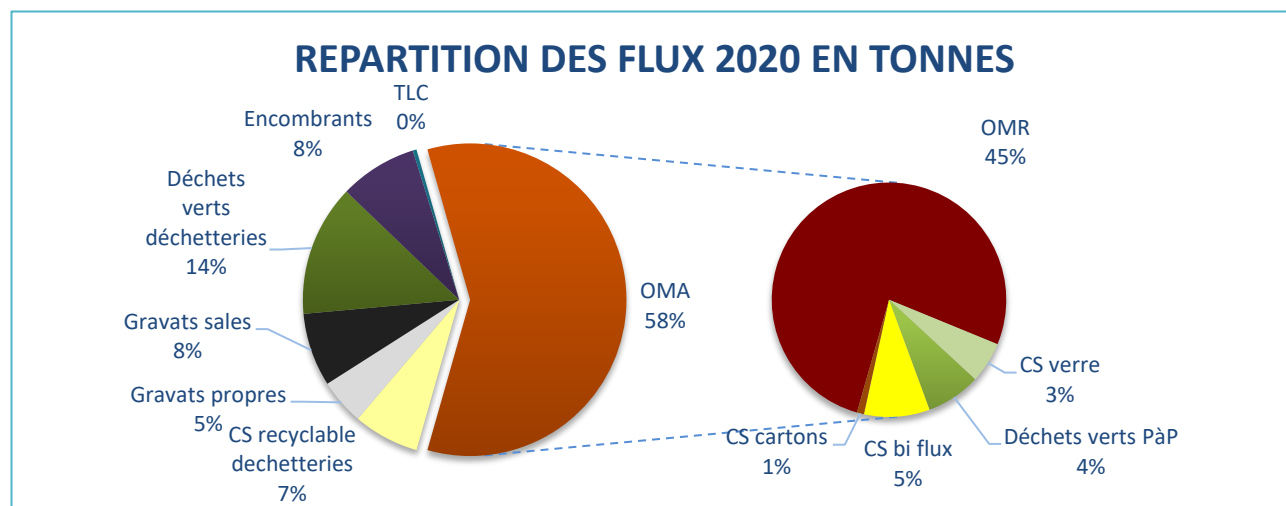
OMr : 434kg/hab/an

EJM : 51,2 kg/hab/an

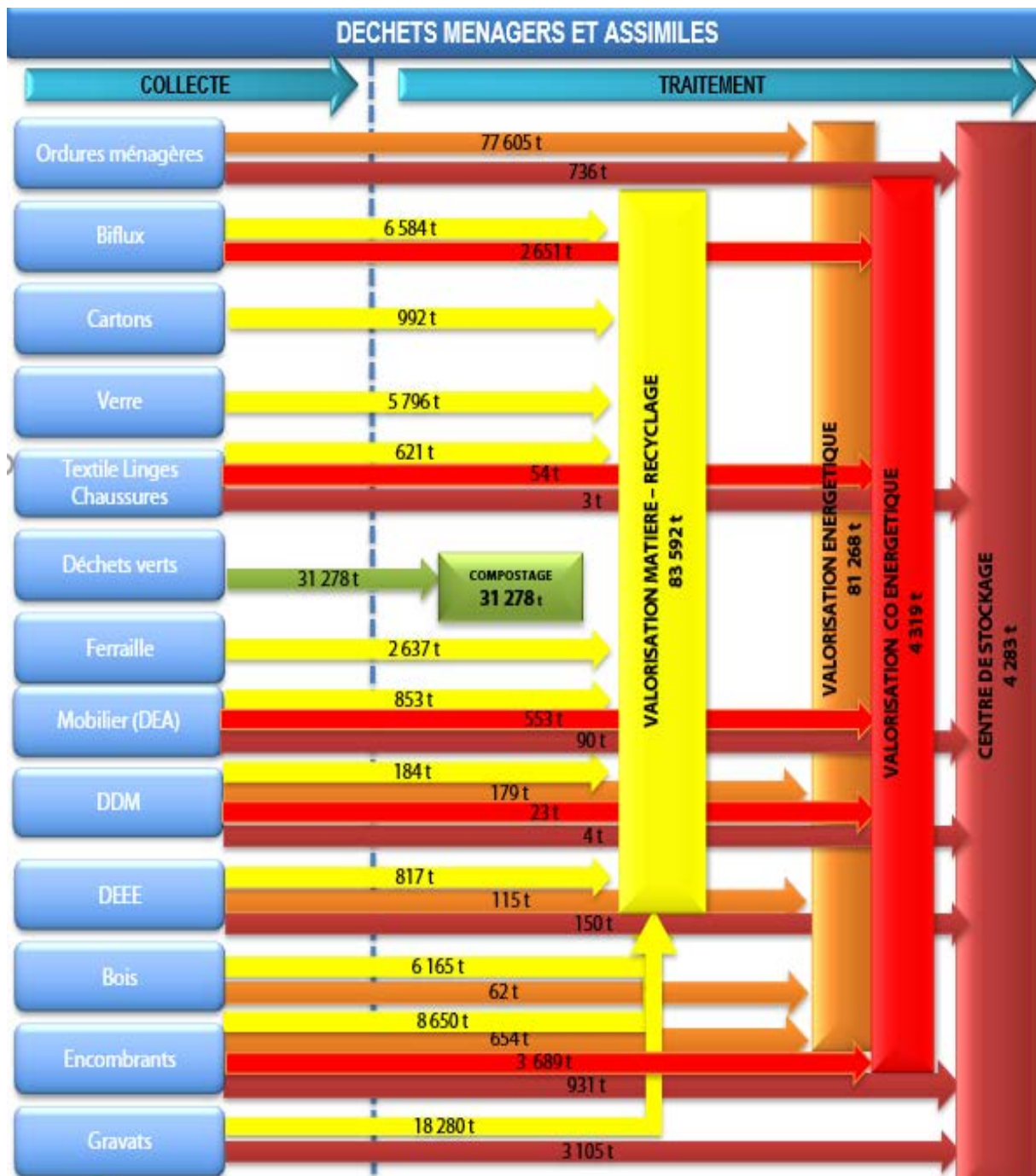
Verre : 32.1 kg/hab/an

Carton : 6 kg/hab/an

Végétaux : 174,6 kg/hab/an



Synoptique des Flux :



Moyens humains et matériels :

La régie de collecte de la direction Envinet de la CASA (Envinet est la marque déposée du service de gestion des déchets) est composée de 167 agents titulaires, 20 contractuels, 2 stagiaires, une apprentie et 20 saisonniers.

En 2020, la collecte des déchets est assurée au moyen de 129 véhicules dont 99 appartiennent à la CASA et 30 au prestataire privé. Parmi ces véhicules :

- 50 BOM 9 à 22m³ (30 BOM pour la régie et 20 pour le prestataire)
- 28 mini bennes 4 à 5 m³ (14 pour la régie et 14 pour le prestataire)
- 25 camions plateaux (21 pour la régie et 4 pour le prestataire)
- 7 camions grue 10 à 20m³ pour la collecte des encombrants réalisée par la régie et 4 camions grue de 26 m³ pour la collecte des PAV réalisée par le prestataire
- 2 micro-bennes électrique
- 2 véhicules 2 roues
- 12 pick-up (12)
- 18 véhicules utilitaires et légers (25 pour la régie et 7 pour le prestataire)

ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DE LA COLLECTIVITE

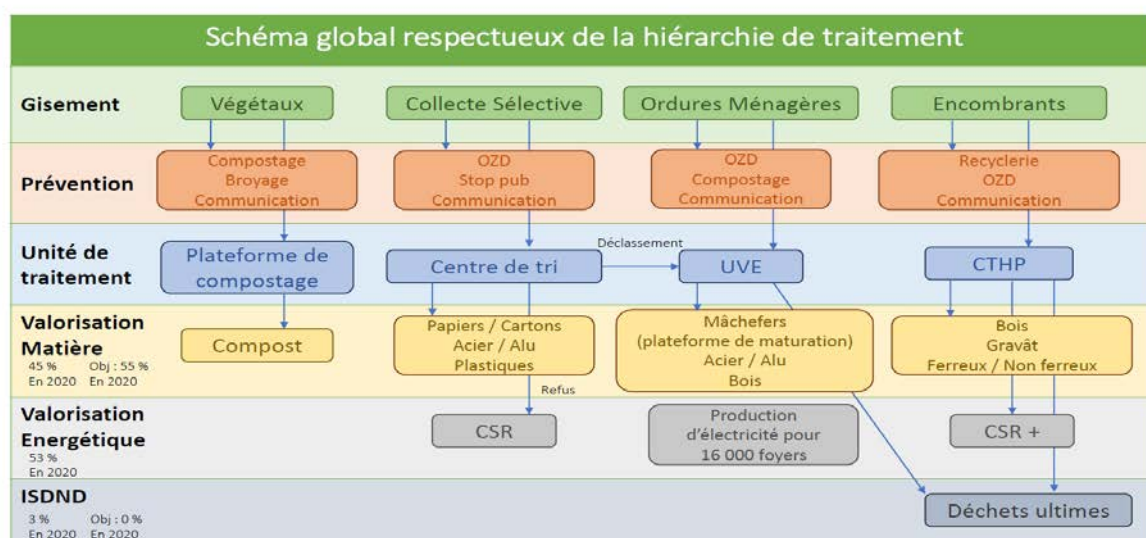
Axe 1 : Élaborer une stratégie globale de prévention et de gestion des déchets en cohérence avec la planification régionale et visant progressivement l'atteinte des objectifs prioritaires suivants :

Les 24 communes de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis sont toutes couvertes pour le traitement et la valorisation des déchets par le syndicat de traitement UNIVALOM qui définit la stratégie en concertation avec la CASA. Les objectifs à atteindre en matière de traitement et de valorisation sont ceux retenus au niveau national (l'article 541-1 du code de l'environnement pose les objectifs de la politique nationale de prévention et de gestion des déchets) tout en les adaptant à l'échelon local. En termes de traitement, ils visent à augmenter la quantité de déchets faisant l'objet d'une valorisation sous forme de matière avec un indicateur cible de 55 % en 2020 et 65% en 2025. Ils tendent également à développer la réutilisation et le recyclage des déchets ménagers et assimilés.

De ce fait, tous les rapports d'activité annuels d'UNIVALOM et de la CASA comportent des données chiffrées en matière de prévention, de traitement et de valorisation, mises systématiquement en relation avec des objectifs préalablement définis, ce qui permet d'avoir une démarche cohérente d'évaluation des résultats.

Un premier contrat d'objectifs pour la période 2012-2015 avait été signé par UNIVALOM avec le Conseil départemental des Alpes Maritimes, Collectivité alors en charge des Programme de gestion et de réduction des déchets, afin de définir les actions en matière de prévention ainsi que les objectifs réglementaires à atteindre en 2015.

Le programme de prévention 2016-2020, comportait également des objectifs ayant trait à la valorisation des déchets ménagers et assimilés, l'un portant sur la valorisation, l'autre sur la réduction de ceux-ci. Le syndicat et la CASA rappellent, dans leurs rapports annuels, les principes qui sous-tendent leur politique de traitement des déchets. Les actions portent prioritairement sur la prévention, la valorisation et le recyclage. Elles s'inscrivent ainsi, de manière conforme, dans la hiérarchie des modes de traitement des déchets, définie récemment à l'article L. 541-1 du code de l'environnement qui promeut ces modalités de traitement.



Pendant l'année 2021, le Syndicat a poursuivi les actions du PLPDMA 2016 (compostages, zéro déchet, gaspillage alimentaire...) tout en s'associant aux autres collectivités de CAP AZUR pour concevoir **un PLPDMA commun**.

Fort de cette première planification menée à terme et avec l'impulsion collective du pôle Métropolitain CAP Azur, UNIVALOM a lancé son nouveau PLPDMA sur l'ensemble de son territoire et ainsi faire de la thématique prévention, une démarche globale et renforcée pour ses Agglomérations membres dont la CASA. La diminution des déchets et à plus grande échelle la Prévention, est un levier qui ne demande qu'à être développé et porté collectivement. Ce deuxième PLPDMA sera un programme d'actions de six ans (2022- 2028) ayant pour objet de coordonner l'ensemble des initiatives entreprises en vue d'assurer la réalisation des objectifs de réduction des déchets.

Adopter un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés conforme au décret n°2015-662 du 10 juin 2015 d'ici fin 2021 :

UNIVALOM a pour objectif d'adopter son PLPDMA vers le mois de septembre 2022. Une fois adopté, la CASA délibèrera au cours du 3^{ème} trimestre 2022 pour adopter ce PLPDMA qui se déclinera alors sur son territoire.

UNIVALOM et la CASA mènent une politique active de Prévention des déchets depuis une dizaine d'années. Dès 2010, la CASA s'est engagée dans le compostage individuel et plus de 7 000 composteurs individuels avec un guide de compostage ont été distribués dans l'habitat individuel sur l'ensemble du territoire. Par la suite, le compostage partagé a été la première thématique de réduction engagée par le Syndicat dès 2010.

Pour animer et porter ces actions, un service Prévention composé de 23 personnes comprenant des agents de prévention, des ambassadeurs du tri, des maitres composteurs, des animateurs, a été créé au sein du Syndicat.

Cette initiative a été suivie par la réalisation et la mise en œuvre d'un Programme Local de Prévention des Déchets (PLDP) 2016-2020. Le Programme s'est terminé cette année et va laisser la place à un nouveau programme en 2022. Ce programme de 5 années, a permis de mettre au cœur des activités du syndicat et de la CASA, la Prévention des déchets.

L'année 2021 est une année charnière d'étude et de renouvellement de la démarche de prévention.

Par ailleurs, le déploiement sur tout le territoire de la collecte sélective avec les extensions des consignes de tri et le passage en bi flux, la mise en place de nombreuses colonnes à verre ont permis de faire diminuer les quantités d'OMR produites (-13.9% par rapport à 2010) et de faire augmenter en parallèle de 35.3 % les tonnages de tri et de 18.8 % les tonnages de verre en prenant toujours l'année 2010 en référence.

Enfin, dans le cadre de Cap Azur une consultation a été lancée en date du 21 août 2021 pour la réalisation et le suivi de programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) pour le Groupement de commandes composé des Communautés d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse, Sophia-Antipolis, la Communauté de Communes des Alpes d'Azur et des syndicats de traitement SMED et UNIVALOM. Le marché

vient d'être notifié le 27 janvier 2022 à ELIANTE INGENIERIE et ENVIRONNEMENT et ses deux co-traitants (CONSILIOM et UP TO TRI). Ce marché, en complément des actions directement menées par UNIVALOM, permettra à la CASA de solliciter des prestations complémentaires.

La réunion de lancement aura lieu le 21 février 2022 laquelle permettra en outre de déterminer le calendrier prévisionnel.

Actions de prévention déjà mises en œuvre :

Compostage

- Depuis 2018, UNIVALOM distribue les composteurs individuels pour le territoire de la CASA. En 2019, les modalités d'acquisition ont été modifiées pour tendre vers une simplification et une uniformisation territoriale des Communes du Pôle métropolitain CAP Azur. Les composteurs sont ainsi désormais remis gratuitement sous condition de suivre une formation.
Chaque remise a été accompagnée par une formation, en vidéo ou en présentiel suivant la période et les restrictions sanitaires. Les distributions en présentiel, se déroulent sur la plateforme de compostage collectif des Semboules à Antibes.
- En 2020, 14 sites de compostage collectif ont été installés sur le territoire. En tout, depuis 2011, UNIVALOM a installé 81 sites sur le territoire CASA (dans les écoles, dans l'espace public, dans des résidences et en entreprises). Ces sites de compostage ont permis de détourner 107 tonnes de biodéchets des Ordures Ménagères Résiduelles depuis le début du Programme Local de Prévention des Déchets.

Broyage des végétaux à domicile :

Après plusieurs phases test en 2016 et 2017, UNIVALOM a mis en place en 2019, une solution de broyage de végétaux à domicile. Avec ses prestataires l'AFPJR et Soli-Cités, des structures qui accompagnent l'insertion professionnelle, un service itinérant est mis en place. Ils se rendent directement chez les particuliers pour transformer les branchages en un broyat prêt immédiatement à être valorisé.

13 Communes de la CASA ont bénéficié de ce service. Le broyage à domicile est facturé 80€ HT pour la première heure de prestation, puis 40€ HT par demi-heure supplémentaire. Un crédit d'impôt allant jusqu'à 50 % du montant est appliqué

Broyage des sapins de Noël :

Depuis 2013, UNIVALOM, en partenariat avec les communes volontaires, récupère les sapins de Noël pour leur donner une seconde vie.

Cette action collective permet de valoriser les sapins qui sont transformés en broyat et réutilisés en paillage sur les espaces verts de la commune.

Elle permet également de :

- Proposer aux habitants, un lieu de proximité pour déposer leur sapin après les fêtes,
- Eviter les dépôts sauvages sur les trottoirs qui sont interdits,
- Éviter d'encombrer les déchèteries,
- Sensibiliser les habitants au compostage et au paillage

En 2020, 10 communes de la CASA ont participé à l'action. Ce sont près de 1700 sapins de Noël qui ont été collectés puis broyés par les équipes d'UNIVALOM avec l'aide des agents des espaces verts communaux.

Objectif zéro déchet :

UNIVALOM s'inscrit dans une démarche continue de réutilisation, de valorisation et de réduction des déchets. Dans ce cadre, depuis 2017, le Syndicat anime l'opération Objectif Zéro Déchet qui consiste à accompagner des particuliers et des familles vers un changement durable de leurs habitudes de consommation.

De septembre à avril, les participants assistent à une série d'ateliers, de rencontres et de visites riches en informations et en astuces pour libérer leur quotidien des déchets.

PLPD – Chiffres et faits marquants

La démarche a tout d'abord été initiée sur Antibes, Châteauneuf de Grasse, Opio et Roquefort-Les-Pins et l'opération a continué en 2019 avec Antibes, La Colle-sur-Loup, Le Rouret, Saint-Paul de Vence, Valbonne et Vallauris.

Sur les 4 saisons, ce sont 824 familles (dont 124 revenues en parcours expert) qui se sont employées à modifier leurs gestes quotidiens pour réduire considérablement leur production de déchets. Les résultats étaient au rendez-vous, puisque les familles ont réduit leurs déchets de 36% pour la poubelle noire et 23% à 26% pour la poubelle jaune.

Après 6 mois d'accompagnement bienveillant et positif, au moins 97% des familles estiment qu'elles garderont les gestes acquis. Chaque année, plus de 82% d'entre elles souhaitaient même aller encore plus loin dans la démarche.

➤ Commerçants engagés

En parallèle de l'accompagnement des familles, les commerçants des Communes participantes ont été sensibilisés aux achats sans emballages. Plus de 400 commerces acceptent dorénavant de recevoir leurs clients avec leurs propres sacs ou contenants réutilisables.

Cette sensibilisation a reçu un accueil très favorable de la part des commerçants. Un autocollant « ICI on accepte vos boîtes et bords de conditionnement » est apposé sur leur vitrine pour inviter les familles à venir avec leur boîte de conservation ou sacs en tissu.

La carte des commerces engagés est disponible sur le site internet d'UNIVALOM.

➤ Les Z'ateliers ZD

UNIVALOM propose un atelier par mois sur la réduction des déchets, gratuit et accessible à tous sur inscription.

En 2020, afin de s'adapter à la situation sanitaire, les ateliers se sont déroulés en visioconférence. Le Syndicat a donc pu accueillir un nombre de participants plus important qu'en présentiel : 185 personnes ont profité de ces animations.

Depuis 2018, UNIVALOM a proposé 27 ateliers, accueillis 304 participants pour un budget de 3 460 €.

➤ **Les autres initiatives**

Une recyclerie mobile a également été testée sur une commune de la CASA et des collectes de jouets d'occasion ont été organisées sur plusieurs communes avec plusieurs tonnes de jouets collectés.

L'objectif pour le réemploi est de densifier le réseau de réparateurs bénévoles, de répertorier les acteurs du réemploi et de porter des projets innovants comme celui autour de la récupération de vélos dans les déchèteries et leur transformation/réparation par une association d'insertion par l'emploi pour favoriser le déplacement.

Ambassadeurs du tri :

L'équipe de Communication de proximité est constituée de 4 agents de prévention et 1 responsable de pôle pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Les Ambassadeurs du tri sont en permanence sur le terrain afin de sensibiliser aux bons gestes de tri et comportements à adopter.

Des suivis de collecte sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance des habitudes de tri et cibler les zones à sensibiliser. Chaque phase de contrôle qualité est suivie d'une action corrective (sensibilisation, information, ou modifications de modalités de ramassage) pour cadrer le geste de tri et le rendre efficient.

Les agents de prévention, ont un rôle « d'animation » tout public, au travers des stands d'information et de sensibilisation tenus les soirs et les week-ends.

Afin de palier le « manque » de sensibilisation en présentiel, l'équipe de communication de proximité a créé des tutoriels pour aider les utilisateurs à améliorer la compréhension et affiner leurs gestes de tri.

Ces vidéos, diffusées sur les réseaux sociaux et sur les sites des adhérents du Syndicat, enregistrent plus de 3000 vues.

Actions de préventions à mettre en œuvre :

Pendant l'année 2021, le Syndicat a poursuivi les actions du PLPDMA 2016 (compostages, zéro déchet, gaspillage alimentaire...) tout en s'associant aux autres collectivités de CAP AZUR pour concevoir un PLPDMA commun.

Fort de cette première planification menée à terme et avec l'impulsion collective du pôle Métropolitain CAP Azur, UNIVALOM lance son nouveau PLPDMA sur l'ensemble de son

territoire et ainsi faire de la thématique prévention, une démarche globale et renforcée pour ses Agglomérations membres.

La diminution des déchets et à plus grande échelle la Prévention, est un levier qui ne demande qu'à être développé et porté collectivement. Ce deuxième PLPDMA coconstruit avec la CASA qui débutera en 2022 sera un programme d'actions de six ans ayant pour objet de coordonner l'ensemble des initiatives entreprises en vue d'assurer la réalisation des objectifs de réduction des déchets.

La CASA délibèrera au troisième trimestre 2022 pour adopter le PLPDMA qui aura été pris préalablement par UNIVALOM.

Les principales actions prévues sont présentées ci-dessous.

➤ **Emballages recyclables :**

Afin d'augmenter les quantités d'emballages recyclables collectées, la CASA a mis en place une deuxième collecte hebdomadaire des recyclables secs en substitution d'une collecte des ordures ménagères sur les communes d'Antibes, Biot, Vallauris, Valbonne et Villeneuve Loubet. Ces dispositions seront étendues aux communes du moyen pays à destination des gros producteurs et de l'habitat vertical.

De plus pour l'habitat individuel des bacs pour les emballages de plus gros volumes sont proposés en lieu et place des bacs 120 litres initiaux. Cette augmentation de capacité de stockage pourra peut-être s'accompagner également d'une réduction de la fréquence de collecte des ordures ménagères.

Pour ce qui concerne le verre, la CASA envisage le déploiement de la solution CLIIINK qui récompense le tri du verre en apport volontaire par des bons de réduction. En 2022, cette solution sera déployée sur 5 communes (Antibes, Biot, Valbonne, Vallauris et Villeneuve Loubet) dans le but d'améliorer encore le taux de captage du verre.

➤ **Bio déchets :**

Une campagne de caractérisation des Ordures Ménagères résiduelles et une étude sur le tri à la source des bio déchets sur l'ensemble du territoire de la CASA ont été lancées en novembre 2021.

Ces études permettront d'orienter la CASA vers le choix d'un scénario, adapté au contexte local et rationnel d'un point de vue technique, organisationnel et financier. Elles vont permettre d'évaluer l'opportunité et les conséquences de l'instauration d'un dispositif de tri à la source des bio déchets et ce afin d'atteindre l'obligation réglementaire du 1^{er} janvier 2023. Ces actions porteront sur :

○ **Le compostage collectif :**

Poursuivre et renforcer l'installation des sites de compostage collectif sur le territoire d'UNIVALOM. La démarche sera accompagnée par une remobilisation des référents de site vers une meilleure prise en charge d'intervention courante d'entretien. Ce volet communication est un axe charnière d'amélioration du suivi des sites. Cette autonomisation permettra de libérer du temps aux maîtres composteurs.

Cet accroissement d'activité sera couplé par des études statistiques dans un souci de fiabilité des résultats et plus particulièrement du calcul des tonnages détournés.

Par ailleurs, la CASA, dans ses avis sur les permis de construire collectif sollicite de manière systématique l'implantation d'une plateforme de compostage collectif. Ces recommandations seront retraduites dans le règlement de collecte qui doit être actualisé en 2022.

- **Le compostage individuel :**

Poursuite de la distribution des composteurs accompagnée d'une session de formation. Un support vidéo complète le dispositif et va être renforcé ; ce révélant être un outil de communication et de sensibilisation percutant et interactif.

Une cartographie des composteurs individuels distribués et du potentiel de déploiement (identification de toutes les habitations individuelles avec jardin) va être réalisée.

- **Le broyage des végétaux :**

Par le biais d'UNIVALOM, l'offre de prestation de broyage des végétaux à domicile va être renforcée et des réflexions vont être menées pour favoriser l'aide à l'acquisition ou à la location de broyeurs à végétaux

- **La collecte des bio déchets en porte à porte ou points de regroupement.** L'étude qui est lancée va permettre de déterminer les secteurs qui bénéficieront d'une collecte.
- **La recherche de sites de traitement de proximité de différentes capacités.**

- **Dispositif zéro déchet :**

Continuer l'accompagnement Zéro Déchet des volontaires dans la réduction des déchets sur le territoire de la CASA via les actions portées par UNIVALOM

Cette thématique couvre un large champ d'action. Pour y répondre, le syndicat propose différents services tels que l'Objectif, Zéro déchet, les Z'ateliers mensuels, la SERD ... Fort de cette offre, une étape doit être franchie par une globalisation de « ce catalogue ».

L'optimisation des moyens d'accès est également un challenge déjà bien engagé qui va être poursuivi et renforcé.

Objectifs et calendrier :

L'objectif reste inchangé, une diminution de 36 % de la poubelle d'ordures ménagères et pour la poubelle jaune, de 23 à 26 %.

Chaque année le Syndicat souhaite toucher au moins 400 foyers de son territoire.

- **Gaspillage alimentaire :**

Le Gaspillage Alimentaire plus spécifiquement l'alimentation durable est une thématique qui peut être abordée sous plusieurs angles différents, tant par des actions directes au sein d'établissements pour minimiser le gaspillage que par le volet des invendus. Le syndicat souhaite développer des projets autour de ces deux points.

La plateforme « Ecolowasting » est une plateforme de mise en relation des utilisateurs pour sauver les plats non-consommés. L'application Ecoslowasting s'est principalement développée auprès des commerces alimentaires.

Ecoslowasting a des avantages, car c'est une plateforme :

- Locale
- Multi-secteurs : décoration, bricolage, plantes, bien-être.
- Personnalisée : c'est le commerçant qui insère son annonce et il peut préciser le contenu (≠ box surprise)

Les principaux canaux de communication utilisés par la créatrice de la plateforme sont les réseaux sociaux. La plateforme compte déjà plus de 1000 followers. La créatrice de la plateforme aurait pour volonté de pouvoir utiliser des spots publicitaires afin de toucher encore plus de monde. De plus, il y a un énorme effet de levier opéré par le bouche-à-oreille. La société se rémunère avec une commission fixe sur chaque vente. Pour l'utilisateur cela reste 100% gratuit, car aucun abonnement n'est à souscrire mais un contrat est nécessaire lorsque celui-ci est signé avec un grand groupe. Selon la créatrice du projet, la plateforme nécessiterait des partenariats avec des collectivités afin de se développer dans un « bassin » de vie proche.

UNIVALOM, en partenariat avec la Région Sud et des lycées volontaires, est conscient des difficultés que peuvent rencontrer les établissements dans l'application des nouvelles normes sur l'alimentation durable

La loi EGALIM promulguée en novembre 2018, ainsi que la loi contre le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire adoptée en février 2020, imposent toutes deux la réalisation d'un diagnostic de gaspillage alimentaire en restauration scolaire, assortie de la définition d'un plan d'actions de réduction du gaspillage. L'objectif fixé est de diviser par deux le gaspillage par rapport au niveau de 2015.

Dans ce cadre, le Syndicat propose de les accompagner, via un diagnostic de gaspillage alimentaire.

UNIVALOM prévoit ce diagnostic pour 3 lycées antibois (territoire CASA):

- Le lycée d'enseignement professionnel Jacque Dolle, qui compte 450 demi-pensionnaires.
- Le lycée polyvalent Léonard De Vinci, qui compte 850 demi-pensionnaires.
- Le lycée polyvalent Jacques Audibert, qui compte 750 demi-pensionnaires.

Objectifs et calendrier :

La première année du programme sera jalonnée par l'exploitation des résultats des diagnostics lycées et le suivi du projet compostage au sein du lycée Horticole en étroite collaboration avec les services déchets et gestion des lycées de la Région.

Les années suivantes, il est envisagé de proposer des diagnostics « gaspillage alimentaire » à hauteur de 3 collèges du territoire d'UNIVALOM par an. L'objectif sera couplé avec, si cela est techniquement faisable, la proposition d'installer un site de compostage collectif.

Développement de la plateforme Ecoslowasting à partir de la 2^{ème} année du contrat d'objectif.

➤ **Réemploi et réparation :**

Afin d'apporter une aide efficace qui donne du sens aux structures de réparation que sont les Repair Café, UNIVALOM envisage de développer une formation de « réparateur ». En effet, les répar Café manquent de bénévoles. Un levé d'accompagnement est donc la formation. Les personnes ayant suivi ce parcours devront des heures de bénévolat au sein de ces structures. Le parcours de formation sera créé en relation avec la Chambre des Métiers et de l'Agriculture (CMA) et notamment son réseau de Répar' Acteurs.

Objectifs et calendrier :

L'année 1 du programme sera une année charnière d'étude et de diagnostic afin de s'entourer des partenaires les plus pertinentes et efficaces dans la mise en œuvre de cette « formation » : groupe de travail, contact de référent, diagnostic précis des attentes et besoins... seront à l'honneur afin de pouvoir envisager un déploiement année 2 ou 3 du programme.

Disposer d'une connaissance parfaite des coûts en 2022 via l'application « comptacoût[®] » (accompagnement proposé par l'ADEME) ;

Depuis 2016 la CASA réalise chaque année une matrice des coûts via l'application comptacoût, laquelle est validée par l'ADEME. Il est prévu de continuer le remplissage de la matrice des coûts pendant les 3 années du contrat d'objectifs.

Les données de la matrice 2020 sont indiquées ci-dessous :

Flux	coûts aidés HT par tonne par rapport à la moyenne nationale		coûts complets HT par tonne par rapport à la moyenne nationale		coûts aidés HT par habitant par rapport à la moyenne nationale		coûts complets HT par habitant par rapport à la moyenne nationale	
	CASA	Moyenne nationale	CASA	Moyenne nationale	CASA	Moyenne nationale	CASA	Moyenne nationale
OM	264,9	229,1	302	250,6	115,1	53,1	131,2	58,5
Verre	83,3	56	110,5	92,1	2,7	1,8	3,6	2,9
EMR	386,8	202,2	548,6	467,1	19,8	9,8	28,1	23
Déchets verts	256,1	114	256,6	116	37,9	4	38	4,4
Encombrants	725,6	337	726,7	349	20,9	1,6	20,9	1,7
Flux des déchetteries	96	112	/	127,2	23,5	20,7	/	23,9

Une analyse détaillée des coûts agrégés, flux par flux a également été réalisée en les comparant à ceux de collectivités de typologie urbaine, mais également à d'autres de typologie touristique. Les chiffres obtenus correspondent davantage à ceux de collectivités de typologie touristique.

De là découlent plusieurs axes de travail et de réflexions comme :

- Poursuivre le déploiement de la collecte des OMr en apport volontaire sur les communes de l'arrière-pays ;
- Réfléchir à des adaptations des modes de collecte ou des diminutions de fréquences de collecte sur certaines communes du secteur collecté en prestation de service pour faire diminuer les coûts de collecte des OMr en porte-à-porte en prestation ;
- Réfléchir à adapter certaines fréquences de collecte pour avoir le plus possible de collectes autres que pour les flux OMr en substitution en non en addition comme c'est souvent le cas actuellement ;
- Réduire les fréquences de collecte sur les secteurs collectés plus d'une fois par jour en adaptant notamment les moyens de pré-collecte ;
- Cibler la communication et la sensibilisation sur la population touristique et les résidences secondaires pour le verre et les recyclables secs ;
- Ne pas déployer plus de service que ce qui existe déjà pour la collecte des déchets verts en porte-à-porte, voire même à réfléchir à réduire le service existant en développant des mesures alternatives comme le compostage, le broyage, le paillage, l'apport en déchetterie.
- Réfléchir aux solutions qui permettraient de réduire la taille de la poubelle OMr et notamment doter les foyers de bacs de tri de plus grosse capacité que le bac OMr ;
- Mettre en place la collecte des biodéchets pour les foyers qui ne disposent pas de composteurs individuels ou collectifs
- Réfléchir à l'évolution de la collecte des cartons en porte-à-porte vers une collecte en apport volontaire déjà existante ;
- Réfléchir à la mise en place d'une redevance spéciale pour les déchets des professionnels et y intégrer des flux comme le verre des Cafés-Hôtels-Restaurants, les huiles alimentaires, cartons, etc.
- Réfléchir à l'intégration des administrations et services publics (y compris les communes) dans la mise en place d'une redevance spéciale ; établissements qui sont actuellement exonérés de droit du paiement de la TEOM mais qui peuvent être fortement générateurs et/ou producteurs de déchets.

Définir une stratégie de collecte et de traitement pour une prise en charge différenciée des déchets des activités économiques assimilés aux déchets des ménages ;

Pour les déchèteries qui sont sur le territoire CASA, UNIVALOM souhaite poursuivre la différenciation des collectes en déchèterie. En effet, suite à la fermeture de la déchèterie d'Antibes, le Syndicat souhaite construire un nouvel équipement réservé aux professionnels. Une étude concernant la tarification des déchets et la diminution de la franchise de gratuité des usagers va également être menée afin d'inciter les professionnels à fréquenter des sites privés et de limiter au strict minimum les dépôts de ceux-ci avec des badges de particuliers. L'ouverture de ce nouveau site est prévue pour le début de l'année 2022. Le développement des filières de tri se fera courant des années 1 et 2.

Une réflexion sur de nouveaux tarifs d'accueil des professionnels sera menée en année 2 après une première année d'exploitation et d'accueil des usagers professionnels.

Par ailleurs une réflexion pourra être menée, la première année du contrat d'objectifs, à l'échelle du territoire Cap Azur, pour rendre les déchèteries professionnelles privées attractives. De même, une cartographie de tous les sites et des tarifications pratiquées tout comme une meilleure information sur les REP à destination des professionnels sont envisagées pour donner davantage d'informations aux usagers.

Pour ce qui concerne la collecte, les DAE sont majoritairement assimilés aux déchets ménagers et sont pris en charge par le service de ramassage des ordures ménagères. En 2014, une première étude avait été faite pour voir la faisabilité du déploiement de la redevance spéciale sur le territoire mais n'avait pas été suivie d'effets. Toutefois elle donne déjà une multitude d'informations qui seront utiles.

La première année du contrat d'objectif sera consacrée au lancement d'une nouvelle étude dans le but de généraliser la mise en place effective de la redevance spéciale pour les entreprises à l'horizon 2024 sur l'ensemble du territoire. Elle permettrait :

Année 1

- ✓ De fixer les limites de ses obligations légales (caractéristiques et quantités de déchets, définitions des sujétions techniques particulières) qu'elle assurera dans le cadre du service public au travers du règlement de collecte qui devra être revu.
- ✓ D'identifier les redevables potentiels (établissements municipaux, les établissements scolaires, les entreprises, les administrations...) et les gros producteurs.
- ✓ De proposer différents scénarios de mise en place de la RS
- ✓ D'arrêter une position de la CASA sur un scénario de mise en œuvre

Année 2

- ✓ Travail de terrain pour valider la production des redevables (type et nombre de bacs, fréquence de présentation des bacs à la collecte)
- ✓ Valider les montants de RS et de TEOM
- ✓ Structurer les services pour assurer la gestion de la redevance spéciale sur un plan technique et administratif

Année 3

- ✓ Déploiement progressif de la RS

Définir une stratégie pour le déploiement de la tarification incitative pour faire évoluer les comportements des usagers (ménages, entreprises, ...) et mettre en œuvre des territoires d'expérimentation ;

Une étude avait été lancée en 2013 et n'avait pas été retenue. En effet, la CASA se situe sur un territoire contrasté entre mer et montagne, avec des différences de niveaux de service importants, et des typologies d'habitats variées. Des solutions techniques pour répondre à ces contraintes ont été jugées trop complexes à mettre en œuvre et trop sensibles, avec des changements importants pour les habitants.

La CASA n'envisage donc pas sa mise en place

Généraliser le tri à la source des biodéchets alimentaires (ménages et gros producteurs) dès 2024

La CASA vient de lancer une étude sur les biodéchets et a sollicité auprès de l'ADEME une aide pour son financement. L'étude doit permettre d'évaluer l'opportunité et les conséquences de l'instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets sur les communes du territoire et ce afin d'atteindre l'obligation réglementaire. Plus précisément, l'étude orientera la collectivité vers le choix d'un scénario de tri à la source des biodéchets adapté au contexte local et rationnel d'un point de vue technique, organisationnel et financier. Cette étude comportera également un calendrier et une méthode de mise en œuvre pertinente, incluant une phase de test. Cette phase de test sera conforme aux critères définis dans l'appel à projet ADEME/REGION -PACABIODEC) auquel la collectivité souhaite répondre.

En premier lieu, il s'agira de s'interroger sur les points suivants :

- Quel est le contexte du service (fonctionnement technique de la collecte : fréquence, mode de collecte), contraintes sur les exutoires (proximité, disponibilité, fin d'autorisation d'exploiter...), mode de financement du service, projets d'évolution du service, gisements mobilisables (y compris ceux provenant des gros producteurs du territoire), composition des flux... ?
- Au-delà de l'obligation réglementaire de tri à la source des biodéchets, quel est le niveau de connaissance et positionnement des élus sur le sujet ?
- Quels sont les scénarii envisageables ? Quelle complémentarité possible entre gestion de proximité et collecte séparée des biodéchets, notamment en fonction des caractéristiques de l'habitat ?

Dans un second temps, et après le choix du scénario par la collectivité, cette étude présentera un plan d'actions pour le déploiement du/des dispositif(s) de tri à la source des biodéchets, et notamment répondre à la question : Comment mettre en œuvre dans le contexte actuel le scénario choisi par la collectivité ?

Cette étude sera donc réalisée en 3 phases réalisées durant le premier semestre 2022 :

- une phase de diagnostic – état des lieux ;
- une phase d'étude des scénarii possibles ;
- une phase d'approfondissement du scénario retenu intégrant la définition d'une zone test et d'un plan d'actions.

3 scénarios de tri à la source des biodéchets vont être envisagés :

Scénario 1 : alliant le développement du compostage (collectif et individuel), une collecte des biodéchets par apport volontaire en colonnes et avec traitement en site de compostage industriel

Scénario 2 : alliant le développement du compostage (collectif et individuel), une collecte des biodéchets en bacs individuels et de regroupements (par abris bacs) avec traitement en site de compostage industriel en faisant varier le type de matériel.

Scénario 3 : alliant le développement du compostage (collectif et individuel), une collecte des biodéchets par point d'apport volontaire de proximité (abris bacs seuls) et une valorisation de proximité des biodéchets par compostage électromécanique.

L'objectif est de pouvoir mettre en place de manière effective le tri à la source des biodéchets dès le **deuxième semestre 2022 sur la zone test** et de pouvoir déployer les différentes solutions retenues au reste du territoire à partir de 2023 et en plusieurs phases.

Les résultats de la zone test et l'émergence de nouveaux exutoires conditionneront aussi les modalités de déploiement.

La CASA et UNIVALOM pour porter ce projet vont certainement faire appel dès 2022 à des financements de la région, de l'ADEME ou autres sources éventuelles.

Augmenter les quantités de déchets d'emballages ménagers triés et atteindre les performances nationales 2015 de collectes séparées des emballages par typologie d'habitat.

Actions déjà mises en œuvre par UNIVALOM :

La cellule communication de proximité créée en septembre 2018, a poursuivi et développé différentes actions afin d'agir sur la valorisation des déchets d'emballages ménagers tant au niveau de la qualité en agissant sur le taux de refus qu'au niveau de la quantité en cherchant à capter les tonnes d'emballages.

L'équipe d'Ambassadeurs assure un suivi terrain permanent en réalisant des suivis de collecte couplés à des actions de sensibilisation en lien avec les retours terrain observés.

Cette présence quotidienne permet de mettre en place des actions correctives auprès des administrés par le rappel des consignes de tri en présentiel ou boitage. De solliciter les Communes et donc de pouvoir réaliser des opérations coup de poings et montrer leur présence à la population, répondre à leurs interrogations ou bien susciter la curiosité.

L'unité communication de proximité a également cherché à renforcer sa présence sur les réseaux et notamment la diffusion des consignes de tri de manière didactyle et digitale par la conception d'une vidéo « consignes de tri ».

Une des cibles difficiles à sensibiliser sur le territoire est les vacanciers. Cette année, le syndicat a souhaité se lancer dans une campagne digitale radio avec la diffusion de trois messages durant les mois de juillet et août 2021 sur deux radios.

Actions déjà mises en œuvre par la CASA :

Sur le territoire de la CASA, la collecte du bi flux se fait majoritairement en porte à porte (83%) et le reste en point d'apport volontaire (17%).

La volonté d'augmenter de manière significative le taux de recyclage des déchets ménagers a conduit la CASA à engager au cours des dernières années plusieurs actions permettant de développer le tri des déchets :

- ✓ La sensibilisation au travers de suivis réguliers des circuits de collecte.
- ✓ La collecte en bi flux (mélange des emballages avec les journaux/magazines) généralisée sur le territoire
- ✓ L'extension des consignes de tri plastique pour accepter davantage de type de plastique dans le tri comme les pots de yaourts, les bouteilles d'huile...
- ✓ Le passage en porte à porte et à deux jours de collecte sélective par semaine sur les communes de Valbonne, Antibes, Biot, Vallauris et Villeneuve
- ✓ Les actions de communication engageantes ainsi qu'une campagne de communication coordonnée avec CAP AZUR
- ✓ Des informations régulières sur le site internet et à destination des communes
- ✓ L'amélioration du maillage des PAV sur l'ensemble du territoire

Objectifs à atteindre et actions à mettre en œuvre :

- ✓ Maintenir sur la durée du contrat des taux de refus inférieurs à 25% et atteindre dès 2025 les performances de +55% des tonnages collectés par rapport à 2015.
- ✓ Développer en année 1 et 2 des vidéos sur le process de tri ainsi que les formations des équipes de collecte
- ✓ Dématérialisation des signalements par les éboueurs des refus de collecte avec information des usagers par des accroche-bacs spécifiques au tri => amélioration du suivi et de la qualité de tri et de la sensibilisation des usagers

- ✓ Dès 2022, généralisation du C2 tri pour l'habitat vertical et les points de regroupement sur les communes suivantes : Le Rouret, Opio, Châteauneuf, Bar sur Loup, Tourrettes sur Loup, Roquefort les Pins, Saint Paul de Vence, La Colle sur Loup.
- ✓ Généralisation du tri sur toutes les plages et franges littorales du territoire, dans les bâtiments communaux et les espaces publics

Moyens humains et financiers :

Ces actions sont financées par les fonds propres de la CASA et d'UNIVALOM et les soutiens des éco-organismes.

Axe 2 Planifier les équipements de prévention et de gestion des déchets dans les documents d'urbanisme et leur programmation budgétaire répondant à l'axe 1.

La CASA a approuvé un SCOT « SRU » en mai 2008, document qui visait l'horizon 2020 et portait sur un territoire de 16 communes. La portée de ce SCOT a été positive sur le territoire dans de nombreux domaines. Depuis son approbation, 10 documents d'urbanisme communaux ont été élaborés ou révisés sur les 16 communes permettant d'asseoir la mise œuvre des politiques sectorielles majeures de la CASA.

Depuis, le cadre règlementaire du SCOT a fortement évolué et le territoire de la CASA s'est élargi.

Au regard de ces évolutions, la CASA a prescrit au Conseil Communautaire du 05 octobre 2020, l'élaboration d'un SCOT modernisé valant Plan Climat Air Energie Territorial (ordonnance n°2020-744 relative à la modernisation des SCOT du 18 juin 2020) et d'un Plan de Mobilité.

Une consultation unique (SCOT valant PCAET - PDM) a été lancée, permettant à la CASA de renforcer la cohérence des politiques de planification sur le territoire et le lien entre urbanisme, mobilités et climat-air-énergie, avec des objectifs fixés à l'horizon 2040.

Le marché a été attribué le 12 mai 2021.

Calendrier prévisionnel de la démarche :

- Diagnostic mutualisé / Etat Initial de l'Environnement / enjeux : Mai 2021 / Février 2022
- Projet d'Aménagement Stratégique : Février 2022 / Décembre 2022
- Document d'Orientations et d'Objectifs / Programmes d'actions : 2023
- Arrêt du SCOT valant PCAET et arrêt du PDM : Fin 2023
- Approbation du SCOT valant PCAET et approbation du PDM : 2024

Cette démarche sera suivie par différentes Directions de la CASA notamment la Direction Etudes et Stratégie Environnement afin de pouvoir répondre notamment aux objectifs du SRADDET en matière de prévention et de gestion des déchets. Les partenaires techniques et institutionnels seront associés aux phases-clés et une concertation publique sera menée tout au long de l'élaboration.

Le futur SCOT valant PCAET et le PDM tiendront compte des autres démarches et projets structurants engagés ou envisagés sur le territoire CASA mais également les démarches initiées par les territoires limitrophes. Enfin, ils devront être compatibles avec les documents « supra » dans la hiérarchie des normes, notamment le SRADDET de la Région Sud, approuvé en 2019.

De plus, au travers du Pole Métropolitain Cap Azur, la CASA est impliquée, au même titre que la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et la Communauté de Communes Alpes d'Azur dans la mise en œuvre d'actions communes notamment en faveur du climat. Ainsi, dans la continuité de la démarche volontariste initiée en 2011, la CASA, la CACPL et la CAPG s'engagent, simultanément à l'élaboration du SCOT CASA valant PCAET, dans l'élaboration d'un PCAET Ouest 06, toujours volontariste, commun aux 3 territoires. Cette initiative permettra de travailler en collaboration sur des problématiques communes et ainsi de mettre en œuvre des actions à l'échelle des bassins de vie.

En ce qui concerne les documents d'urbanisme locaux, dont la compétence reste du ressort des communes, sur le territoire de la CASA :

- 7 communes sont dotées d'une carte communale, dont 2 sont en cours de révision ;
- 12 communes ont un Plan Local d'Urbanisme (PLU), dont 2 sont en cours de révision ;
- 5 communes sont sous le régime du Règlement National d'Urbanisme, n'ayant pas de document d'urbanisme en vigueur, dont 3 ont un PLU en cours d'élaboration.

Axe 3 Adhérer au minimum à un des différents réseaux régionaux de prévention régionaux : Compost Plus, ReMed Zéro déchets plastiques en Méditerranée, Réseau des Ressourceries, Réseau de lutte contre le Gaspillage alimentaire....

La CASA est déjà adhérente de plusieurs réseaux comme Idéal Co (depuis 2015), Déchets Info (depuis 2014) et Amorce (depuis 2006)

La CASA s'engage à adhérer à Compost plus dès 2022.

Axe 4 Adhérer à la Charte Zéro déchet plastique régionale.

En date du 12 avril 2021 la CASA a adhéré à la charte nationale « une plage sans déchets plastique » et à la charte régionale « zéro déchets plastique en méditerranée »

CONCLUSION

La gestion de déchets est un enjeu majeur de notre époque et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis porte une stratégie raisonnée et vertueuse au service des ménages et des professionnels de notre territoire.

En termes de prévention, la CASA est partenaire de l'Opération 0 déchet, portée par UNIVALOM, et qui permet d'aider des familles volontaires, grâce à un dispositif d'accompagnement pédagogique et engageant, à réduire durablement leurs productions d'emballages.

Récompensé de plusieurs prix et distinctions, la collecte sélective assurée par la Direction Envinet est indispensable à une gestion des déchets performante, écologique et économique. En 2021, la collecte des emballages a été doublée pour les communes d'Antibes Juan-les-Pins, Biot, Villeneuve Loubet et Vallauris Golfe-Juan.

Cette opération a permis d'augmenter de 34% les emballages collectés, et préserve ainsi notre pouvoir d'achat en assurant une fiscalité parmi les plus basses du département

Depuis sa création il y a 20 ans, et sur la base de ses compétences fondatrices, la CASA a développé une ambitieuse politique faisant du développement durable un moteur d'attractivité et de croissance. Cette volonté sera au cœur de la démarche « CASA 2040 », basée notamment sur le SCOT valant PCAET.

Notre objectif à court terme est l'autonomie en matière de traitement des déchets afin de faire de l'élimination des déchets une source d'énergie 100% renouvelable pour les habitants de la CASA.



[illegible]

Acte à classer**CC_2022_058**

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-42-00.00 (MI236544836)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_058-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Contrat d'objectifs CASA RÃ©gion - PrÃ©vention, tri
des dÃ©chets et Economie Circulaire

Date de dÃ©cision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes
8.8. EnvironnementActe : 99_DE-006-240600585-20220321-
CC_2022_058-DE-1-1_1.PDF

Multicanal : Non

Pièces jointes :

99_DE-006-240600585-
20220321-CC_2022_058-
DE-1-1_2.PDF

Type PJ : 99_DE - Délibération



Imprimer la PJ avec le tampon AR

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22 à 16:42

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 à 16:42

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22 à 16:47